

## Économies pour les conseils scolaires de l'Ontario

*Comme on pouvait le prévoir, l'inflation et la volatilité des marchés financiers ont commencé à avoir des effets sur les demandes tarifaires des entreprises de services publics. Dans le cas de Hydro One, par exemple, des rajustements de dernière minute totalisant plus de 600 millions de dollars (M\$) ont rendu notre tâche encore plus difficile, mais un règlement a quand même été conclu. Avec d'autres règlements de moindre envergure, il entraînera des **économies de plus de 12,1 M\$ pour les écoles.***

*Pendant le quatrième trimestre et ceux qui suivront, les dossiers les plus importants devraient être la demande d'Enbridge concernant ses tarifs de distribution pour les 5 prochaines années et le débat sur la manière de protéger les clients contre les risques financiers liés à la réduction de la consommation de combustibles fossiles. De plus, l'inflation et les taux d'intérêt plus élevés pourraient amener beaucoup d'entreprises de services publics à présenter de nouvelles demandes de hausses de tarifs.*

### AFFAIRES COURANTES - GAZ NATUREL

#### Enbridge Gas - Tarifs de distribution - 2024-2028.

Pour la première fois depuis la fusion d'Enbridge Gas et Union Gas en 2017, la Commission de l'énergie examinera en 2023 les tarifs de distribution de l'entreprise fusionnée pour les années 2024 à 2028. Les tarifs et les dépenses des deux entreprises n'ont pas fait l'objet d'un examen complet depuis 2013 pour Enbridge et 2012 pour Union Gas.

Nous avons obtenu des renseignements préliminaires sur cette demande, dont une partie sera déposée le 31 octobre et le reste, le 30 novembre. Il y a trois grands domaines qui seront litigieux.

Premièrement, Enbridge propose une fois de plus d'augmenter ses dépenses et d'apporter des modifications comptables. Cela entraînerait une hausse de ses coûts récupérables dépassant 4 % la première année et, par la suite, des hausses annuelles bien supérieures à l'inflation. Le tout s'ajouterait aux hausses récentes du coût du gaz.

Deuxièmement, Enbridge propose d'harmoniser et de remanier les tarifs applicables à ses diverses

zones tarifaires. Cela entraînerait des hausses supplémentaires importantes pour ses clients du service général, y compris peut-être les écoles. Cette mesure serait mise en œuvre en 2025.

Troisièmement, et c'est de loin la proposition la plus importante, Enbridge préconise ce qu'elle appelle une stratégie de la « valeur sûre » en réponse à la transition énergétique (c'est-à-dire à l'abandon progressif des combustibles fossiles). Cette « valeur sûre » semble bien être l'utilisation continue du gaz naturel, qu'Enbridge semble vouloir maximiser en transférant tous les risques à ses clients.

Dans le cadre de cette stratégie, Enbridge propose en effet d'augmenter sa marge de profit pour compenser les risques accrus qu'elle assumerait. De plus, l'entreprise continuerait à dépenser de 1,5 à 2,0 milliards de dollars par année pour bâtir de nouveaux pipelines et d'autres immobilisations, même si ces investissements risquent d'être irrécupérables.

Nous comptons jouer un rôle de premier plan dans l'examen de cette demande, qui se prolongera sans doute jusqu'à la fin de 2023.

### **Enbridge Gas – Programmes de conservation.**

Au cours du troisième trimestre, la Commission de l'énergie devrait rendre sa décision sur les programmes de conservation d'Enbridge pour les cinq prochaines années. Toutefois, cette décision a été reportée parce que l'entreprise a produit de nouveaux documents, qui décrivent les conditions confidentielles d'un accord qu'elle est en voie de conclure avec le gouvernement fédéral sur des programmes de conservation du gaz et de l'électricité dans les résidences. Nous nous sommes officiellement opposés à cet accord, car il confierait à une entreprise de distribution de gaz la responsabilité de fonds prévus pour la conservation de l'électricité.

La Commission de l'énergie devrait rendre sa décision très prochainement.

En même temps, Enbridge continue de s'opposer à un rapport indépendant qui montre qu'un outil de modélisation qu'elle utilise de longue date surestime largement ses résultats de conservation depuis au moins 10 ans. Notre avocat Jay Shepherd, qui siège depuis des années au comité qui a supervisé cette étude, résiste aux tentatives d'Enbridge d'édulcorer les conclusions de l'expert.

## **AFFAIRES COURANTES – ÉLECTRICITÉ**

### **Hydro One – Tarifs de transport et de**

**distribution – 2023-2027.** Sous la direction de notre avocat Mark Rubenstein, les 15 organisations ayant pris part à l'examen de cette demande sont parvenues à un règlement avec Hydro One sur toutes les questions relatives aux tarifs de distribution et de transport. La conférence de règlement s'est terminée à la fin août, mais il faudra attendre jusqu'en octobre pour que le règlement soit finalisé et déposé à la Commission de l'énergie.

Cette demande portait sur les tarifs de transport pour toutes les écoles de la province (environ 10 % de leur facture moyenne) et les tarifs de distribution pour environ 1 500 écoles (de 25 % à 35 % de leur facture moyenne). Après avoir proposé des hausses marquées de ses dépenses dans sa demande initiale, Hydro One a déposé en mars une demande révisée qui proposait des augmentations encore plus élevées pour tenir

compte des effets de l'inflation sur ses coûts. Selon cette proposition, les écoles auraient dû payer au moins 20 M\$ de plus sur 5 ans. De plus, Hydro One proposait de reporter des hausses de tarifs de plus de 600 M\$ jusqu'en 2028, puis de les récupérer avec intérêts, ce qui aurait représenté une facture supplémentaire d'environ 12 M\$ pour les écoles.

En août, après des négociations longues et difficiles, toutes les parties ont convenu d'un règlement qui réduit considérablement les hausses de tarifs et élimine leur report.

Pour les écoles desservies par Hydro One, cela représente des économies d'**environ 5,8 M\$ sur 5 ans pour les tarifs de distribution**. Les écoles de toute la province réaliseront aussi des économies de **6,2 M\$ pour les tarifs de transport**. Les tarifs définitifs seront fixés en novembre après des ajustements pour tenir compte de l'évolution des marchés financiers et des taux d'intérêt, mais ces ajustements ne réduiront pas la différence entre les hausses proposées et celles convenues dans le règlement.

### **Alectra Utilities – Tarifs de distribution – 2023.**

Cette entreprise demande des hausses de tarifs moins élevées qu'à l'habitude pour financer ses dépenses en immobilisations. L'examen de la demande est presque terminé, car la Commission de l'énergie a reçu en septembre nos observations finales et celles d'autres intervenants. Toutefois, la Commission continue d'avoir des questions, et elle a reporté sa décision jusqu'au quatrième trimestre.

**Tarifs d'autres distributeurs.** La demande de Milton Hydro concernant ses tarifs de 2023 a fait l'objet d'un règlement qui permettra aux écoles d'économiser **environ 110 000 \$ sur 5 ans**. Notre avocat Jay Shepherd a été le négociateur principal au nom des groupes de clients. L'examen de la demande de Kingston Hydro est en cours, et celui de la demande d'EPCOR (Collingwood) a été retardé par des problèmes techniques de la part de l'entreprise. PUC Distribution (Sault Ste. Marie) a récemment présenté une demande, et Bluewater Power (Sarnia) devrait le faire sous peu. Ces deux demandes concernent des tarifs sur 5 ans.

## AUTRES QUESTIONS

**Cadre pour l'innovation énergétique.** À la suite de ce rapport sur la transition énergétique (auquel nous avons beaucoup contribué), les entreprises de services publics commencent à examiner comment elles pourraient transformer leurs systèmes pour s'adapter à un marché qui aura de nouvelles technologies et de nouveaux acteurs. Elexicon Energy, l'un des plus grands distributeurs d'électricité, a déjà déposé une demande pour construire, au nord de Whitby, un nouveau système qui ferait un plus grand usage d'approches innovatrices. La Commission de l'énergie examine actuellement les coûts et les risques associés à cette proposition.

**Statut des intervenants.** La Commission de l'énergie a terminé son examen de la façon dont les intervenants participent à l'examen des demandes et sont financés pour cette participation. En général, elle a conclu que l'Ontario a un excellent système de participation des intervenants par rapport à ceux d'autres provinces et pays. Elle a aussi établi une feuille de route pour l'examen d'améliorations à concevoir et à mettre en œuvre au cours des deux prochaines années. Ces améliorations ne devraient pas limiter notre capacité de participer aux travaux de la Commission, mais nous resterons vigilants afin que nous puissions continuer à travailler avec énergie pour protéger les intérêts des écoles.

**Nouveau membre de l'équipe.** Jane Scott, récemment retraitée du poste de gestionnaire des demandes majeures à la Commission de l'énergie,

a accepté de nous prêter main-forte pour d'importantes demandes et a déjà pris en charge trois dossiers à venir. Ingénieure électricienne et titulaire d'un MBA et d'une maîtrise en droit (LL.M.) en infrastructure énergétique, Jane a passé plus de 30 ans aux premières lignes de la réglementation du secteur de l'énergie.

Jay Shepherd

Mark Rubenstein

Au nom de la Coalition de l'énergie des écoles

### **Vous avez des questions?**

Communiquez avec une des personnes suivantes :

Brian McKay ([sec@oesc-cseo.org](mailto:sec@oesc-cseo.org))

Jay Shepherd ([jay@shepherdubenstein.com](mailto:jay@shepherdubenstein.com))

Mark Rubenstein ([mark@shepherdubenstein.com](mailto:mark@shepherdubenstein.com))

*La Coalition de l'énergie des écoles est inscrite à titre d'intervenant officiel auprès de la Commission de l'énergie de l'Ontario pour représenter les 72 conseils scolaires de l'Ontario. Son rôle est de protéger les intérêts financiers des conseils scolaires lorsque les entreprises qui distribuent du gaz naturel et de l'électricité demandent à la Commission d'approuver des hausses de leurs tarifs.*

*La Coalition est représentée par l'avocat Jay Shepherd, qui consulte régulièrement le directeur général de la CSEO.*

*Le directeur général,*

*Ted Doherty*

*Courriel : [tdoherty@oesc-cseo.org](mailto:tdoherty@oesc-cseo.org)*